

Paris, le 6 avril 2011

Zones d'Actions Prioritaires pour l'Air (ZAPA) :

Un projet contestable sur le plan social

pour « 40 millions d'automobilistes »

Pour le premier représentant des automobilistes français, le projet ZAPA imaginé par le ministère de l'écologie pour améliorer la qualité de l'air en centre ville pénalise fortement les ménages modestes, sans leur faciliter l'accès à un véhicule moins émissif en particules de dioxyde d'azote. Une discrimination par l'argent, à laquelle s'ajoute un problème d'accessibilité au centre ville pour ceux qui auront besoin d'accès aux services publics et services d'urgence dans ces centres-villes...

Si cette mesure aujourd'hui à l'étude dans 8 agglomérations françaises part d'un bon sentiment, celui de pouvoir mieux respirer en ville, elle se veut dans la pratique très inégalitaire. Les restrictions de circulation visées par le projet ZAPA concerneraient 8 millions de voitures particulières, mises en circulation avant le 1^{er} octobre 1997, soit 26% du parc automobile. Or ces anciens véhicules sont souvent la propriété de personnes ou familles aux revenus modestes, qui n'ont pas les moyens financiers d'acquérir un véhicule neuf.

« 40 millions d'automobilistes » déplore qu'aucune mesure ne soit envisagée, en parallèle, pour permettre à ces familles de se procurer un véhicule moins polluant, neuf ou d'occasion. Une des solutions imaginées par l'association serait de relancer le système de prime à la casse pour les familles à faibles revenus. Mais plutôt que de l'appliquer aux seuls véhicules neufs, la prime serait également allouée à l'achat d'un véhicule d'occasion moins polluant de norme Euro 4, mis en circulation dès 2005.

Cette proposition d'extension de prime à la casse avait déjà été énoncée par l'association, à l'occasion du lancement du système en 2008, mais n'avait pas été retenue par le gouvernement. Cette mesure aurait pourtant permis de renouveler en profondeur le parc automobile français et diminuer ainsi le volume d'émissions de particules des voitures particulières.

« Nous avons le sentiment que ce type de projet incomplet et fortement inégalitaire s'est fait dans la précipitation. La directive européenne portant sur la qualité de l'air ambiant date du 31 mai 2008, et ce n'est que 3 ans après que le gouvernement français s'en soucie, avec un projet qui impacte les ménages les plus modestes sans les aider. De plus, nous nous demandons si l'expérimentation saura faire la part des choses entre les véhicules particuliers et les véhicules d'utilité plus lourds et polluants comme les bus urbains, les camions poubelles ou encore les taxis, les forces de l'ordre... », commente Louis Derboulle, Président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».



Suivez «40 Millions d'automobilistes» sur Twitter

Et accédez aux infos officielles ou non, en avant-première

➤ <https://twitter.com/40MA>



A propos de « 40 millions d'automobilistes » : www.40millionsdautomobilistes.com

Créée fin 2005, 40 millions d'automobilistes est une association d'intérêt général régie par la loi de 1901, active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver l'automobilité, facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages. Premier représentant national des automobilistes auprès des pouvoirs publics et du secteur économique de la route, 40 millions d'automobilistes rassemble, aujourd'hui, plus de 320.000 adhérents, fort du soutien de 24 automobile clubs français.

Contacts presse :

Virginie Belloir & Valérie Hackenheimer

Agence Florence Gillier Communication

Tél : 01 41 18 85 55 - Mail : virginieb@fgcom.fr; valerieh@fgcom.fr